

**LIGUE BURUNDAISE DES DROITS DE L'HOMME « ITEKA » ASSOCIATION SANS BUT LUCRATIF**

Agrée par l'ordonnance ministérielle n° 530/0273 du 10 Novembre 1994 revoyant l'ordonnance 550/029 du 6 février 1991

Membre affilié de la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme (F.I.D.H.)

**Lettre ouverte.**

**DATE** : Jeudi 4 août 1999

**DE** : La Ligue Burundaise des Droits de l'Homme « ITEKA »

**DESTINATAIRES** : Les dirigeants et les membres de la classe politique au Burundi

**OBJET** : Situation intérieure et processus de paix.

Monsieur le Président de la République, Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale, Monsieur le Premier Vice-Président de la République, Monsieur le Deuxième Vice-Président de la République, Madame, Messieurs les Ministres, Honorables Représentants du peuple, Mesdames, Messieurs,

A l'approche du ou des derniers « **rounds** » d'Arusha, les Burundais dans leur majorité sont partagés entre des sentiments d'espoir et de désespoir qui tiennent aux multiples signaux contradictoires du processus de paix lui-même et de la situation intérieure. Celle-ci arrive à un point de bascule que n'importe quel vent pour ne pas dire « **courant d'air** » pourrait précipiter dans le chaos. L'approche des échéances d'Arusha, la cohabitation des chances de paix avec des dangers réels d'explosion et la nécessité de conforter les chances de paix et les espoirs de paix interpellent la classe politique et la société civile burundaises. Le relatif silence actuel des Burundais ne doit pas passer pour le Gouvernement ni pour l'opposition comme un sauf-conduit pour entreprendre sans considération des leçons du passé et des défis à venir.

Les Burundais se connaissent suffisamment pour savoir écouter leurs silences. Certains sont pacifiques. D'autres, passifs d'apparence, sont chargés d'une violence indicible : celle que leur culture et le temps leur ont appris à contenir, à refouler. Par le passé, de crises en replâtrages politiques, de replâtrages politiques en crises et de silence en silence, cette violence a toujours fini par exploser, par se « libérer » aveuglement sur des milliers d'innocents. Vous savez aussi écouter ces silences et aujourd'hui, le silence semble encore

couvrir une violence indomptée, embusquée, prête à se « libérer » à la faveur du moindre vent tournant...

Les Burundais n'en sont moins las de la guerre. Mais à trop désespérer de **la paix**, ils se rabattent depuis des années sur ce substitutif factice qu'est la **sécurité physique**. Depuis cinq ans, le jeu politique, vicié, ne semble consister qu'à convaincre les Burundais, chacun interpellé dans sa conscience « **ethnique** », que lutter pour la paix ou négocier la paix signifie exclusivement négocier sa sécurité physique et que négocier sa sécurité physique ne peut se concevoir autrement qu'en termes de groupes « ethniques » et en rapport de forces.

Aujourd'hui, à plus d'un an de l'amorce des pourparlers d'Arusha et à quelques mois, dit-on, de leur issue, la Ligue ITEKA constate que bien des divergences politiques persistent sur fond de difficultés sociales et économiques profondément accentuées. Cette situation place le Burundi dans un état patent de fragilité et d'instabilité, avec risque que les frustrations sociales, aujourd'hui exacerbées, servent plus qu'hier de catalyseurs à la violence et à l'agitation, comme celles connues d'octobre 1993 à 1996.

#### **UNE PAUPERISATION ACCENTUEE.**

Depuis un an, la situation intérieure sociale s'est considérablement dégradée. En dépit de la levée de l'embargo en janvier dernier, le Burundi est quasiment demeuré en situation autarcique. Privé de l'Aide Publique au Développement (APD) qui a toujours soutenu à plus de 50% son économie et contrarié par ses énormes dépenses de sécurité, l'Etat burundais est, de mois en mois, toujours plus usé et plus débordé par les contrecoups sociaux inévitables de la poursuite de la guerre : aide publique au développement bloquée, ressources en devises raréfiées, importations bloquées, dévaluation désastreuse de la monnaie, inflation du coût des biens et services, spéculations commerciales, blocages des salaires, effondrement des pouvoirs d'achat, montée des fléaux sociaux (corruption, banditisme, criminalité crapuleuse, etc.), paralysie du secteur privé, gel des recrutements et embauchages, licenciements, hausse du chômage, désengagement de l'Etat des secteurs sociaux, désinvestissements massifs, etc. Dans la capitale et les chefs-lieux de provinces, les pénuries de sucre et de carburant, parce qu'elles étaient spectaculaires et frappaient surtout les classes moyennes et élevées, ont défrayé la chronique. Mais l'extrême difficulté pour des centaines de milliers de Burundais de subsister et d'assurer les charges quotidiennes du ménage, elle, ne transparait pas à travers l'apparence tranquille du citoyen. Pourtant, cela fait plus de deux ans qu'elle est devenue intenable pour l'écrasante majorité des travailleurs du secteur secondaire et tertiaire et fort pénible pour ceux du primaire. Parallèlement, l'Etat ne peut se résoudre à consentir des augmentations salariales, sous peine d'aggraver ses incapacités budgétaires et l'inflation.

Les travailleurs du secteur primaire – agriculteurs en particulier sont quant à eux incapables de subvenir aux frais et aux investissements qu'exige l'augmentation de la production et de la

productivité de leurs terres, toujours plus morcelées. L'Etat burundais, désengagé du secteur des investissements, ne leur est d'aucun appui face à ce besoin.

Cette énumération n'est pas exhaustive. Elle laisse facilement deviner les ressentiments refoulés d'une portion croissante de Burundais, empêtrés dans des difficultés sociales inextricables. L'Histoire du Burundi et de l'Humanité a prouvé que les frustrations sociales ont toujours servi de terreau à la violence. Or, le tableau dépeint constitue également la toile de fond social du processus de paix entré dans sa phase décisive. Tandis que ces complications se multiplient, l'Etat perd au fil du temps ses moyens. Plus il accuse des incapacités, plus il perd de cette autorité dont il avait su faire preuve depuis juillet 1996. Pour ainsi dire, tout se passe un peu comme si, dans l'indispensable équilibre à rechercher entre mesures de forces et mesures de droit pour parvenir au point de stabilité, l'Etat avait usé des mesures de force sans parallèlement faire progresser les mesures de politique et de droit.

**L'Etat burundais est entré dans une phase de rendement et de capacité décroissants qu'il doit et peut renverser en imprimant une nouvelle logique et une nouvelle dynamique.**

#### **ENLISEMENT DES POSITIONS « IDEOLOGIQUES ».**

Depuis quelques semaines, tandis que les problèmes sociaux se multiplient, des fronts intérieurs d'opposition tentent de se rouvrir et de se réanimer, en s'appuyant sur la grogne sociale, les préoccupations qu'inspirent les pourparlers d'Arusha et les difficultés de l'Etat à faire face aux besoins sociaux et à apaiser ces peurs. Les appels à la mobilisation refont surface, les tracts menaçant se distribuent. Des mesures d'emprisonnement ont suivi sans tarder. Sur le front de l'opposition armée, depuis mars dernier, les attaques se sont faites plus incisives. Des provinces jusque là, tranquilles – Ruyigi, Rutana ont été le théâtre d'incursions meurtrières et armées, accompagnés de leur lot habituel de violences à l'endroit des populations civiles, a provoqué des poussées de violences sur les zones périphériques de la capitale Bujumbura où les rondes de nuit de civils ont subitement repris. Portant la tension au paroxysme, les embuscades meurtrières ont resurgi en juillet dernier sur les routes nationales reliant la capitale au Nord, au Centre, à l'Est et au Sud du pays. Les factions armées de l'opposition exilée siégeant ou pas aux pourparlers d'Arusha mettent un point d'honneur à réaffirmer leur présence en pratiquant la surenchère dans la violence.

Parallèlement, le processus de paix ne marque pas d'avancées remarquables. Certes, des « **pourparlers de paix** » ont été entamés depuis juin 1998 à Arusha. En juillet 1999, ils en étaient à leur sixième « **round** ». Mais il serait excessif de parler de « **dialogue** », tant les logiques intellectuelles qui s'y confrontent et s'y affrontent semblent enlisées dans les

clivages et les schémas bipolaires et manichéens qui caractérisent depuis six ans, voire 30 ans, le « **débat** » d'opinion tant intérieur.

Le discours des uns et des autres stagne dans l'affirmation des méfaits commis par « **l'autre** » et dans les dangers qu'il représente pour soi, dans la mise en exergue des violences et des injustices subies, dans la revendication des réparations judiciaires et des mesures politiques radicales auxquelles elles ouvriraient. Mais d'un côté comme de l'autre, personne ne semble chercher à comprendre ni écouter les requêtes de l'autre, excusant et justifiant même les injustices, les violences et les atrocités commises par les « **siens** ». Chaque groupe reproduit les travers qu'il dénonce chez celui d'en face.

Ce raisonnement entraîne les mêmes réflexes depuis 30 ans : solidarités ethniques négatives, auto-justifications, globalisations, vengeances aveugles à caractère ethnique, etc. Avec le temps et parce qu'aucune génération pionnière ne se détermine à rompre avec ces comportements sont en train de se transmettre de parents à enfants et de se muer peu à peu en culture. Nous n'apprenons pas à résoudre notre conflit. Depuis trop longtemps, nous n'apprenons qu'à vivre avec, c'est-à-dire à le contenir et à crever l'abcès par cycle de 10 ans, 15 ans, etc.

Cette situation persiste depuis des décennies. La page doit être tournée et le changement au Burundi doit passer par la classe politique, en premier lieu. Seule une classe politique capable d'alternatives nouvelles, d'ouverture, de dialogue, de tolérance et d'audace, capable de transcender les clivages ethniques et sectaires et de se libérer des réflexes sectaires et des préjugés, pourra conduire un changement social et politique profond au Burundi. Les Burundais ne seront pas débarrassés de leurs œillères ethniques par des politiciens qui sont eux-mêmes incapables de s'en débarrasser. De même, la classe politique ne pourra résoudre le conflit burundais qu'en acceptant courageusement de reconnaître et de traiter sur une base d'égalité, avec respect et dignité les problèmes et les besoins exprimés par les uns et les autres.

Après plus d'une année de pourparlers à Arusha, le politicien devrait cesser de se complaire dans la surenchère pour donner la démonstration à « **sa** » base qu'il n'a pas d'égal dans la défense des intérêts de « **son groupe ethnique** ». Il est plus que temps pour les politiciens de démontrer leur volonté et leurs capacités de comprendre les préoccupations de ceux d'« **en face** » et de proposer des mesures sérieuses et courageuses destinées à les mettre en confiance, fusse en prenant des risques. **Il n'est pas de solution durable au conflit burundais qui ne demande un minimum de confiance et de respect à s'accorder mutuellement, un minimum de concessions véritables à se faire et de risques à prendre avec.**

Reconnaître les injustices vécues par « l'autre » comme base d'une réconciliation sincère.

Le besoin de justice des Burundais constitue les principaux ressorts du conflit. La peur et les besoins aigus de sécurité et de justice exprimés tant par les Hutu que les Tutsi se fondent sur une histoire réelle de violences subies par les uns et par les autres et nourries par l'ignorance et la pauvreté.

Une réconciliation sincère passe par une réparation des injustices subies, réparation qui passe elle-même par une reconnaissance préalable de ces injustices. De 1965 à ce jour, l'histoire du Burundi est jalonnée d'événements violents gravés dans la mémoire des Burundais, de parents à enfants.

L'impunité des auteurs de ces violences est en soi un vecteur de violences. Le drame au Burundi est que tout le monde l'admet mais dans les limites étroites de ses seuls intérêts. On ne pense qu'à la « **justice** » due à soi et aux siens au mépris de celle due aux autres. On ne pense qu'à la lutte contre « **l'impunité** » des auteurs des violences faites aux « **siens** », comme si l'impunité des autres était justifiable ou tolérable. Au Burundi, les seuils d'intensité franchis par la violence ne permettront jamais de traduire devant les juridictions tous les auteurs de ces violences. Il importe toutefois de mener une action qui aboutisse à la reconnaissance sincère des injustices commises, à défaut de pouvoir traduire en justice tous les coupables des crimes perpétrés ces 40 dernières années. **Un mouvement collectif d'opinion dans le sens de la reconnaissance mutuelle et sincère de ces injustices contribuerait davantage à sécuriser les Burundais que des jugements rendus par les cours et tribunaux sur fond de solidarités ethniques et divergences persistantes de l'opinion. Il appartient aux Burundais de concevoir et de mettre en œuvre les politiques et les mécanismes les plus adéquats pour promouvoir ce mouvement d'opinion. Par opposition, la Ligue ITEKA ne croit pas à une paix et à une réconciliation qui se scelleraient dans le maintien des clivages actuels, bipolaires et manichéens de la société. Il ne s'agirait que d'un nouveau répit.**

Dialoguer avec l'opposition sans exclusive.

Les échéances politiques à venir semblent crispier les protagonistes politiques. Aux poussées de la rébellion armée et de l'opposition interne, le Gouvernement répond par la méthode forte.

La Ligue ITEKA comprend le souci du Gouvernement de combattre avec véhémence tout ce qui voudrait remettre en cause sa maîtrise de la sécurité du territoire, l'autorité et le respect dus aux institutions de l'Etat.

Toutefois, la Ligue ITEKA estime que le Gouvernement attise l'agitation politicienne en bouchant les canaux d'expression d'une certaine opposition. Les médias et les espaces d'expression restent hermétiquement fermés aux voix qui s'opposent à l'option des

négociations avec les rébellions armées. Dans ces conditions, le recours au tract ne surprend pas. Pourtant, le débat avec cette opposition pourrait être posé sur un terrain ouvert et objectif, sans menace ni pour l'ordre et la sécurité publics, ni pour la stabilité du processus de paix.

Ce débat s'impose d'autant plus que les tenants du refus d'Arusha s'appuient sur des peurs compréhensibles et rassemblent derrière eux une frange non négligeable de Burundais parmi les Tutsi en particulier. Le soutien silencieux dont ils jouissent ne peut s'expliquer que par des expériences de vécus réels. Ils devraient être pris avec autant de considérations que ceux qui se rendent à Arusha.

Ce débat pourrait contribuer à faire avancer le débat d'opinion sur la conduite du processus de paix et à l'élever au-dessus des lieux communs, des clichés et des idées reçues. Le musellement de l'opposition interne doit cesser.

Prévenir, décourager et réprimer la violence et l'incitation à la violence aveugle.

La menace qu'inspire cette opposition est sans doute aussi compréhensible. Elle se réfère au rôle obscur joué par les partis politiques de l'opposition dans les troubles et les violences de rue et des journées « **ville morte** ». Autant il est impératif que le Gouvernement se départe de ses réflexes de censure et de répression excessive, autant il est indispensable que cette opposition démontre sa capacité à agir dans le respect de la loi et de l'ordre publics et sa volonté de ne pas tenir des propos ou conduire des mouvements capables de générer des violences meurtrières, aveugles, à caractère ethnique. Le Gouvernement doit laisser s'exprimer légalement et pacifiquement les partis d'opposition de l'intérieur qui devraient eux-mêmes s'efforcer de varier leur registre d'actions. Ils doivent éviter tous propos et tous actes de nature à agiter la fibre ethnique et déclencher les violences arbitraires et aveugles. Ils en seraient tenus judiciairement responsables.

La poursuite de la guerre, la volonté de faire acte de présence et de revendiquer sa place à Arusha ne peuvent non plus autoriser les factions de la rébellion armée à violer le droit humanitaire. Les attaques de populations civiles notamment par le biais des embuscades meurtrières sur les routes ne peuvent plus laisser indifférents et être acceptées comme un « **ordre naturel des choses** ».

L'issue des pourparlers d'Arusha fait planer le danger d'une recrudescence de la violence et de l'agitation sur plusieurs fronts. Les Burundais doivent franchir le cap des tensions qui précèdent tout accord de paix pour parvenir à une entente réelle, juste et durable, acceptée par tous les principaux protagonistes.

Il est incompréhensible que les Burundais et la communauté internationale, conscients des dangers que les échéances politiques à court terme font planer sur le Burundi, restent passifs.

La ligue ITEKA recommande que :

Le Gouvernement s'efforce de prendre toutes les mesures publiques, concrètes et adéquates qu'appellent les dérives et les dysfonctionnements observés au sein des structures et des services étatiques ;

Le Gouvernement pose des gestes d'ouverture en direction de son opposition tant intérieure qu'extérieure en lui ouvrant plus d'espace d'expression ;

Les partis d'opposition posent aussi des gestes publics pour prouver leur capacité à s'inscrire dans le respect de la loi et de l'ordre et leur volonté de ne pas tenir ces propos ou des actes de nature à inciter à la violence ethnique et sectaire ;

La société civile burundaise se démarque de la classe politique et prend toutes les initiatives nécessaires pour engager le Burundi et sa jeunesse dans des options nouvelles de résolution des conflits et de développement au Burundi ;

La communauté internationale soutienne concrètement les initiatives des ONGs internationales et de la société civile burundaise pour prévenir et réprimer les crimes et les violences que seraient tentés de commettre les protagonistes politiques et les belligérants pour obstruer la voie du dialogue ou imposer des solutions de force au conflit burundais ; la Ligue ITEKA propose de dresser, avec l'aide de ses partenaires internationaux, un inventaire d'actes politiques et de violences armées à faire poursuivre devant les juridictions nationales et internationales.

A la lumière de la situation intérieure, les partenaires internationaux bilatéraux et multilatéraux reconsidèrent leur suspension de la coopération au développement pour prévenir et ne pas attiser les conflits et les frustrations que génère la situation économique du pays.

**FAIT A BUJUMBURA, LE 11 AOUT 1999**

**POUR LA LIGUE ITEKA A.S.B.L.,**

**CHRISTOPHE SEBUDANDI.-**